

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

1^{er} octobre 2019

PROPOSITION DE LOI

**abrogeant la loi du 24 juin 2013
relative aux sanctions
administratives communales**

(déposée par M. Raoul Hedebouw et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

1 oktober 2019

WETSVOORSTEL

**tot opheffing van de wet van 24 juni 2013
betreffende de gemeentelijke
administratieve sancties**

(ingediend door de heer Raoul Hedebouw c.s.)

RÉSUMÉ

Les sanctions administratives communales (“SAC”) ont été conçues comme un instrument de lutte contre les incivilités au niveau communal.

Ce système, qui a encore été élargi et assoupli en 2013, est depuis longtemps remis en cause par plusieurs milieux (magistrature, société civile, défenseurs des droits de l'enfant). Leurs critiques portent principalement sur l'âge minimal de la personne sanctionnée (ramené à 14 ans en 2013), sur le montant maximal de l'amende (relevé en 2013), sur l'imprécision du terme “incivilités” et de différentes dispositions légales, sur les atteintes à la séparation des pouvoirs inhérentes au système et sur l'absence de garantie de l'indépendance des agents en charge des SAC.

Pour remédier aux problèmes de société qui sont à l'origine des incivilités, il convient de privilégier une approche préventive, plutôt que le système répressif des SAC, qui n'ont d'ailleurs pas encore prouvé leur efficacité et semblent surtout viser les plus faibles au sein de la société.

Cette proposition de loi vise dès lors à abroger la loi relative aux sanctions administratives communales de 2013.

SAMENVATTING

De gemeentelijke administratieve sancties (de zogenaamde “GAS-boetes”) zijn bedoeld als een instrument om gevallen van overlast op gemeentelijk vlak aan te pakken.

Uit diverse hoek (magistratuur, middenveld, maatschappelijke werkers, verdedigers van kinderrechten) komt al lang kritiek op dit systeem, dat in 2013 nog werd uitgebreid en versoepeld. De kritiek betreft vooral de minimumleeftijd van de gesanctioneerde (in 2013 verlaagd tot 14 jaar), het maximumbedrag van de boete (in 2013 verhoogd), de vaagheid van het begrip “overlast” en van de verschillende strafbepalingen, de inbreuk die het systeem inhoudt op de scheiding der machten, en de niet gegarandeerde onafhankelijkheid van de GAS-ambtenaren.

Voor de maatschappelijke problemen die aan de basis van overlast liggen is een structurele, preventieve aanpak te verkiezen boven het repressieve systeem van GAS-boetes, dat zijn efficiëntie trouwens nog niet heeft bewezen en vooral de zwakkeren in de samenleving lijkt te viseren.

Dit wetsvoorstel beoogt dan ook de opheffing van de GAS-wet van 2013.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 3311/001.

Depuis son annonce sous la forme d'un projet de loi, la loi relative aux sanctions administratives communales essuie – à raison – de nombreuses critiques. Les cinq principaux reproches qui lui sont adressés sont les suivants:

- les sanctions administratives peuvent être infligées à des personnes âgées d'au moins 14 ans (au lieu de 16 ans);
- le montant maximal des amendes a été relevé;
- l'imprécision de la notion d'"incivilités" et des différentes dispositions pénales porte atteinte à la sécurité juridique;
- la loi constitue une violation de la séparation des pouvoirs;
- l'impartialité des agents en charge des SAC n'a été nullement garantie.

Le monde politique est toutefois resté sourd au tollé suscité par la loi, qui sera finalement adoptée le 30 mai 2013 à la Chambre par les partis du gouvernement de l'époque avec le soutien de la N-VA.

1. Des protestations qui ne faiblissent pas

Au début de l'année 2013, 231 organisations de la société civile issues des quatre coins du pays et représentatives de millions de membres avaient demandé aux députés de ne pas voter le projet de loi relatif aux sanctions administratives communales, mais ces derniers ont décidé d'ignorer ce signal fort de la société civile.

Or, il est apparu par la suite que le débat sur le projet de loi n'avait pas été mené dans les formes, en raison notamment de la hâte avec laquelle la procédure s'est déroulée. En janvier 2013, le cabinet de la Justice avait déjà sollicité l'avis de hauts magistrats, mais leur réponse négative n'a jamais été débattue, pas plus que l'avis rendu par écrit par les cinq parquets généraux, avis qui n'a jamais été inscrit à l'ordre du jour de la commission de l'Intérieur alors présidée par Siegfried Bracke.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 3311/001.

De GAS-wet ligt al onder vuur – met goede reden – sinds het als wetsontwerp werd aangekondigd. De vijf voornaamste punten van kritiek zijn:

- dat administratieve sancties mogen opgelegd worden aan personen vanaf 14 jaar (in plaats van 16 jaar);
- dat het maximumbedrag verhoogd werd;
- dat de vaagheid van het begrip "overlast" en van de verschillende strafbepalingen de rechtszekerheid ondergraven;
- dat de wet een inbreuk is op de scheiding der machten;
- dat de onafhankelijkheid van de GAS-ambtenaren allesbehalve gegarandeerd werd.

De politiek bleef echter doof voor het overweldigende protest tegen de wet, die uiteindelijk op 30 mei 2013 in de Kamer werd aangenomen door de toenmalige regeringspartijen met steun van de N-VA.

1. Aanhoudend protest

In het voorjaar van 2013 vroegen 213 middenveldorganisaties uit alle hoeken van het land, goed voor miljoenen leden, de leden van de Kamer om het wetsontwerp op de GAS-boetes niet goed te keuren. De Kamerleden besloten echter dit sterke signaal van het middenveld te negeren.

Later bleek dat het debat over het wetsontwerp inderdaad niet naar behoren was gevoerd, onder andere door de snelheid waarmee de procedure moest verlopen. In januari 2013 had het kabinet Justitie al advies gevraagd aan de topmagistraten, maar het vernietigende antwoord werd nooit besproken. Ook de bespreking van het schriftelijke advies van de vijf parketten-generaal werd nooit op de agenda van de commissie geplaatst door toenmalig voorzitter van de commissie Binnenlandse Zaken Siegfried Bracke.

La mise en œuvre de la loi relative aux sanctions administratives communales a montré que les critiques formulées par la société civile et la haute magistrature n'étaient nullement excessives. Les protestations n'ont pas faibli: différentes manifestations ont eu lieu à Bruxelles, drainant des milliers de personnes dans les rues et donnant lieu à une pétition contre la loi signée par de nombreux étudiants, tandis que les journaux dénonçaient quantité d'absurdités engendrées par le système, un système que trois modifications législatives n'ont fait qu'étendre davantage.

Les ASBL *kinderrechtencoalitie*, *Liga voor Mensenrechten* et La Ligue des droits de l'homme et les syndicats CSC et FGVB ont alors déposé un recours en annulation auprès de la Cour constitutionnelle, qui a considéré, dans son arrêt n° 44/2015 du 23 avril 2015, qu'elle n'était pas compétente pour statuer sur le recours en annulation, dès lors que celui-ci s'appliquerait à une matière administrative. La Cour constitutionnelle a ainsi renvoyé l'affaire au niveau local.

2. Violation des droits de l'enfant

La loi a pour effet de soumettre également les jeunes aux sanctions administratives communales dès l'âge de 14 ans. Selon les partisans de la loi, les comportements problématiques seraient en augmentation chez les jeunes. Cela reste à prouver.

Dans les avis des parquets généraux, le réseau d'expertise en matière de protection de la jeunesse argue qu'aucune étude scientifique ne conforte la thèse selon laquelle on observe un phénomène d'augmentation des comportements problématiques chez les jeunes. Le même réseau a constaté que les SAC ont créé un circuit parallèle à la législation relative à la protection de la jeunesse. Enfin, Pierre Rans, coordinateur du réseau d'expertise en matière de protection de la jeunesse, explique qu'il est plus efficace d'augmenter les moyens alloués aux parquets et aux tribunaux de la jeunesse que d'augmenter ceux affectés à l'exécution de la loi relative aux sanctions administratives communales.

L'argument avancé par la *Liga van de Mensenrechten* était que la loi misait sur la répression des jeunes, au lieu de protéger ces derniers contre cette répression. De sérieux doutes étaient également émis quant à l'efficacité des sanctions pour induire un changement de comportement. Dans l'intervalle, des services de médiation ont été instaurés dans différentes villes pour privilégier une approche réparatrice.

Na het invoeren van de GAS-wet bleken de kritieken van het middenveld en de hoge magistraten allesbehalve overdreven. Het protest hield aan. Verschillende betogingen in Brussel brachten duizenden mensen op straat, duizenden studenten ondertekenden een petitie tegen de wet, en de kranten stonden bol van de absurditeiten waar het systeem toe leidt. Toch werd het systeem in de drie opeenvolgende wetswijzigingen enkel maar uitgebreid.

De kinderrechtencoalitie, de Liga voor Mensenrechten, en de vakbonden ACV en ABVV dienden een bezwaarschrift in bij het Grondwettelijk Hof. Dat hof besliste in arrest nr. 44/2015 van 23 april 2015 dat het niet de bevoegdheid had om te beslissen over het bezwaarschrift, gezien het een bestuurlijke materie zou betreffen. Daarmee schoof het Grondwettelijk Hof de materie door naar het lokale niveau.

2. Inbreuk op de kinderrechten

Bij de nieuwe wet werden ook jongeren vanaf 14 jaar oud onderworpen aan GAS-boetes. Volgens de voorstanders zou problematisch gedrag steeds vaker voorkomen bij jongeren. De vraag is maar of dit klopt.

In de adviezen van de parketten-generaal argumenteerde het expertisenetwerk Jeugdbescherming dat er in wetenschappelijke studies geen bewijsmateriaal terug te vinden is om te staven dat er een fenomeen is van toenemend problematisch gedrag bij jongeren. Hetzelfde netwerk stelde vast dat de GAS-boetes een parallel circuit op de wet op de jeugdbescherming creëerde. Pierre Rans van het expertisenetwerk Jeugdbescherming pleitte tenslotte dat meer middelen voor de jeugdparketten en jeugdrechtbanken efficiënter zijn dan middelen te geven voor de uitvoering van de GAS-wet.

De Liga van de Mensenrechten argumenteerde dat de nieuwe wet inzet op repressie van jongeren, in plaats van die jongeren te beschermen tegen deze repressie. Ook zij hadden sterke twijfels of deze sancties wel effectief zouden zijn als gedragssturing. In verschillende steden zijn intussen bemiddelingsdiensten opgericht om meer in te zetten op een herstelgerichte aanpak.

Enfin, l'ASBL *Kinderrechtencoalitie Vlaanderen* a fait observer que la loi relative aux sanctions administratives communales enfreignait la Convention européenne des droits de l'homme et la Convention relative aux droits de l'enfant.

Le caractère arbitraire des amendes, l'inégalité de traitement entre citoyens et les mesures qui ont été prises pour nuire aux droits de la défense sont autant d'éléments qui devraient nous amener à ne pas appliquer ce système à qui que ce soit, *a fortiori* s'il s'agit de jeunes.

3. Un système morcelé qui attise l'arbitraire

Aux termes de la loi relative aux sanctions administratives communales, les pouvoirs locaux peuvent décider, à leur guise, quels comportements seront sanctionnés au titre d'incivilités. Ce qui "dérange", c'est que la notion d'"incivilités" repose sur des critères totalement arbitraires. Celui qui commet semblable fait doit se justifier et payer une amende à la commune.

Il en résulte une réglementation morcelée qui sape le principe de l'égalité de traitement de tous les citoyens. La notion "d'incivilités" est très vaste et revêtira des formes très diverses d'une commune à l'autre: dans certaines, le lancer de boules de neige ou de confettis est passible d'une sanction administrative communale ou le fait de manger un sandwich sur la voie publique. Une maison des arts anversoise pour jeunes a écopé d'une SAC parce qu'elle distribuait des tracts ...contre l'absurdité et l'arbitraire des amendes en question. La commune de Lierre a interdit que l'on placarde des affiches pour retrouver des animaux disparus. Des riverains à la recherche de leur chat se sont vu infliger des amendes allant jusqu'à 350 euros.

Ce système de dispositions pénales communales donne également lieu à l'arbitraire et à l'impunité de faits réellement graves (comme les vols et les faits de coups et blessures).

Une situation que n'a pas manqué de dénoncer l'avocat général gantois, Paul Kenis, dans les avis rendus par les hauts magistrats à la commission de l'Intérieur de la Chambre. Selon M. Kenis, la sécurité juridique est mise à mal en raison de l'absence d'harmonisation, tant au niveau de la notion d'incivilités que des sanctions applicables à chaque fait.

4. Violation du principe de la séparation des pouvoirs

Tant le morcellement des dispositions pénales que la concentration du pouvoir entre les mains des communes

De Kinderrechtencoalitie Vlaanderen tenslotte bepleitte dat de GAS-wet het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en het Kinderrechtenverdrag schendt.

De willekeur van de boetes, de ongelijke behandeling tussen burgers, en de maatregelen die werden genomen om het recht op verdediging aan te tasten, betekenen dat geen mens zou mogen onderworpen worden aan dit systeem. Dit geldt des te meer voor jongeren.

3. Een versnipperd systeem dat willekeur aanzwengelt

Volgens de GAS-wet mogen lokale besturen in hun gemeentereglement naar eigen goeddunken beslissen welk gedrag ze zullen beboeten als overlast. Wat "storend" is of wat "overlast" is, zal afhangen van volkomen arbitraire criteria. Iemand die een dergelijk feit begaat, moet zich verantwoorden en een boete betalen aan de gemeente.

Dit heeft geleid tot een versnipperde regelgeving die de gelijke behandeling van alle burgers ondergraaft. "Overlast" is een heel breed begrip, dat in verschillende gemeenten zeer verschillend is ingevuld. In bepaalde gemeenten krijgt men GAS-boetes opgelegd voor het gooien met sneeuwballen of confetti, of voor het opeten van een broodje op de openbare weg. Een kunsthuis voor jongeren in Antwerpen kreeg een GAS-boete omdat het ... flyers uitdeelde tegen de absurditeit en willekeur van GAS-boetes. De gemeente Lier verbood het ophangen van posters van vermiste huisdieren. Inwoners kregen daar GAS-boetes tot 350 euro voor het zoeken van hun kat.

Dit arbitrair systeem van gemeentelijke strafbepalingen leidt ook tot willekeur en straffeloosheid van echt ernstige feiten (diefstallen en feiten van slagen en verwondingen).

Ook de Gentse advocaat-generaal Paul Kenis klaagde dit aan, in de adviezen die de topmagistraten gaven aan de kamercommissie Binnenlandse Zaken. Volgens Kenis wordt de juridische zekerheid ondergraven door het gebrek aan harmonisering van zowel het begrip overlast als de sancties die voor elk feit gelden.

4. Een inbreuk op de scheiding der machten

Zowel de versnippering van de strafbepalingen als de machtsconcentratie in de handen van de gemeenten zorgt

font que la loi relative aux SAC a engendré une justice de shérif, selon la désignation utilisée par la Ligue des droits de l'homme. Liliane Briers, substitut du procureur général de Bruxelles, a argué que le système des SAC violait le principe de la séparation des pouvoirs.

Plusieurs bourgmestres ont même confirmé que la violation du principe de la séparation des pouvoirs leur posait un problème. Ils ont signalé que les communes ne disposent pas de l'expertise requise pour être à la fois constatateur, juge d'instruction et encore juge.

Ce sont des missions qui relèvent de la justice. Or, en confiant celles-ci au pouvoir exécutif, le fragile équilibre démocratique est gravement mis en péril. Tout fait répréhensible doit être examiné par le parquet, et tranché par un tribunal si nécessaire, dans le respect des droits de la défense. Car le système des SAC viole également le droit de la défense. Celui qui veut contester une SAC doit s'adresser au tribunal de police et en supporter les frais.

Confier des missions judiciaires au niveau administratif des villes et communes est une mauvaise chose, pour les auteurs comme pour les victimes, et entraîne une impunité. La politique sociale et préventive doit être mise en œuvre par les services sociaux, et pas dans le cadre de la répression.

5. Pas de garantie d'impartialité

Enfin, la partialité de la commune et des agents en charge des SAC a été vivement critiquée. Selon Jan Nolf, juge de paix honoraire et observateur de la justice, la législation relative aux SAC est donc une justice bidon partielle, discriminatoire et dilapidatrice. M. Claude Michaux, procureur général, avait également critiqué la loi dans l'avis de la commission de l'Intérieur parce que l'indépendance politique des agents en charge des SAC n'est nullement garantie.

Plusieurs exemples le montrent clairement. L'un est l'incident qui s'est produit sur la Grand-Place d'Anvers le 30 avril 2014. Lorsque des militants FGVB se sont assis en terrasse après une manifestation, la couleur de leur veste a été considérée comme une "incivilité". On leur a finalement intimé de choisir: soit retourner leur veste, soit écoper d'une SAC.

Un autre exemple est celui du dossier relatif la SAC qui a été infligée, le 31 octobre 2012, à treize militants du PTB parce qu'ils distribuaient des tracts au stade de football du KRC Genk appelant à la solidarité avec

ervoor dat de GAS-wet heeft geleid tot een sheriff-justitie, zoals ook de Franstalige Liga voor Mensenrechten het noemt. Onder andere de Brusselse substituut-procureur-generaal Liliane Briers heeft beargumenteerd dat het systeem van de GAS-boetes indruist tegen het principe van de scheiding der machten.

Verschillende burgemeesters hebben zelf bevestigd dat ze een probleem ervaren met de inbreuk op de scheiding der machten. Zij hebben gesignaleerd dat de gemeenten de expertise niet in huis hebben om tegelijk vaststeller, onderzoeksrechter, en dan ook nog eens rechter te zijn.

Dit zijn taken die aan justitie toebehoren. Door dit onder te brengen bij de uitvoerende macht, wordt het fragiel democratisch evenwicht ernstig verstoord. Strafbare feiten moeten door het parket behandeld worden en indien nodig voor een rechtbank komen, met respect voor de rechten van verdediging. Want ook het recht van verdediging wordt geschonden door het systeem van GAS-boetes. Wie een GAS-boete wil betwisten, moet zelf naar de politierechtbank stappen en hiervoor de kosten dragen.

Het doorschuiven van rechterlijke taken naar het bestuurlijk niveau van steden en gemeenten is slecht voor zowel daders als slachtoffers en leidt tot straffeloosheid. Sociaal beleid en preventief beleid moeten door sociale diensten uitgeoefend worden, en niet in het kader van repressie.

5. Geen garantie van onpartijdigheid

Tenslotte is er veel kritiek gekomen op de partijdigheid van de gemeente en haar GAS-ambtenaren. Volgens erevrederechter en justitiewatcher Jan Nolf is de GAS-wet dan ook een partijdige, discriminatoire en verspillende nep-justitie. Ook procureur-generaal Claude Michaux had in het advies aan de commissie Binnenlandse Zaken de wet bekritiseerd omdat de politieke onafhankelijkheid van de GAS-ambtenaren op geen enkele manier gegarandeerd wordt.

Dit blijkt duidelijk uit verschillende voorbeelden. Eén daarvan is het voorval op de Grote Markt van Antwerpen op 30 april 2014. Wanneer ABVV-militanten daar na een betoging op een terrasje zaten, werd de kleur van hun jas als "overlast" beschouwd. Ze werden uiteindelijk voor de keuze gesteld om ofwel hun jas om te draaien, ofwel een GAS-boete te krijgen.

Een ander voorbeeld is het dossier rond de GAS-boete die op 31 oktober 2012 werd opgelegd aan 13 militanten van de PVDA, omdat ze aan het voetbalstadion van KRC Genk flyers aan het verspreiden waren die

les ouvriers de Ford Genk. Le bourgmestre a expliqué par la suite que l'amende avait été infligée de crainte d'émeutes, même si aucun indice ne laissait supposer que des émeutes allaient éclater.

Le 25 mars 2015, deux cent dix personnes ont écopé d'une SAC parce qu'elles protestaient pacifiquement à la suite des déclarations stigmatisantes du bourgmestre d'Anvers, Bart De Wever, à propos des migrants. Même les journalistes chargés de couvrir la manifestation ont eu droit à une amende.

Cent quarante-cinq personnes venues manifester, en octobre 2012, contre le "Banquet des riches" à Bruxelles ont également été menacées d'une amende, tout comme les manifestants qui ont défilé, à Anvers, contre la firme Monsanto à l'été 2013.

Ces amendes sont utilisées pour museler les voix critiques et l'opposition politique. La Convention européenne des droits de l'homme prévoit pourtant que la liberté d'expression ne peut être restreinte que lorsque c'est strictement nécessaire au maintien de l'ordre public. Dans aucun des exemples cités, cette nécessité n'a été démontrée.

6. Conclusion

Différentes raisons nous poussent à demander l'abrogation de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. En 2013, le Parlement n'a pas débattu sur le fond parce qu'il ne disposait pas de tous les éléments. En outre, cette législation comporte de graves atteintes aux droits des jeunes à être jeune, au droit à la défense, à la sécurité juridique, à la séparation des pouvoirs et au principe d'impartialité du juge (la commune, en l'occurrence).

La loi relative aux SAC a fortement renforcé l'incompréhension et l'intolérance. Le système d'amendes non démocratiques rejette d'abord les problèmes sociaux vers les personnes les plus fragilisées de notre société. Le beau monde n'a pas à redouter ce type d'amende, contrairement aux jeunes traînant dans les rues des quartiers populaires. Distribuer des amendes ne résoudra cependant pas les problèmes des quartiers.

Aujourd'hui, les services de médiation sont sous-financés, les assistants de justice sont licenciés et le tissu social est mis à mal. Plutôt que d'investir dans les infrastructures collectives et sociales pour prendre les problèmes à la racine, on sabre les budgets.

Si, dans certains cas, l'investissement dans des solutions sociales et collectives ne donne rien, on peut

oprier tot solidariteit met de arbeiders van Ford Genk. De burgemeester verklaarde later dat de boete werd gegeven omdat er werd gevreesd dat er rellen zouden ontstaan, ook al was er geen enkele aanwijzing dat dit het geval zou zijn.

Op 25 maart 2015 kregen 210 personen een GAS-boete omdat ze vreedzaam protesteerden tegen de vernederende uitlatingen van Antwerps burgemeester Bart De Wever over migranten. Zelfs journalisten die over de betoging verslag uitbrachten kregen een boete.

145 mensen die in oktober 2012 protesteerden tegen het "Banket van de rijken" in Brussel werden bedreigd met een GAS-boete. Hetzelfde gebeurde met betogers tegen de firma Monsanto in de zomer van 2013 in Antwerpen.

GAS-boetes worden gebruikt om kritische stemmen en de politieke oppositie monddood te maken. Nochtans bepaalt het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens dat vrije meningsuiting kan enkel beperkt worden als dit echt noodzakelijk is voor de openbare orde. In geen van de genoemde voorbeelden is die noodzaak ooit aangetoond.

6. Conclusie

Er zijn verschillende redenen waarom wij voorstellen om de GAS-wet van 2013 op te heffen. Het parlement heeft het debat in 2013 niet grondig gevoerd, gezien niet alle informatie op tafel lag. Bovendien zijn er serieuze inbreuken op de rechten van jongeren om jong te zijn, op het recht op verdediging, op de juridische zekerheid, op de scheiding der machten, en op het principe van de onafhankelijkheid van de rechter (die in dit geval de gemeente is).

De GAS-wet betekende een forse ruk naar meer onbegrip en naar minder tolerantie. Het systeem van ondemocratische boetes schuift in de eerste plaats maatschappelijke problemen af op de zwakkeren in onze samenleving. Deftige kringen hoeven niet te vrezen voor een GAS-boete, "hangjongeren" in volksbuurten wel. Boetes uitdelen lost evenwel de problemen in de wijken niet op.

Vandaag worden bemiddelingsdiensten ondergefinancierd, justitieassistenten ontslagen, het sociale weefsel aangetast. In plaats van te investeren in collectieve en sociale voorzieningen om problemen bij de wortel aan te pakken, bespaart men.

Als investeren in sociale en collectieve oplossingen in sommige gevallen niets uithaalt, kan een boete worden

infliger une amende – à condition qu'elle soit infligée par un tribunal respectant le droit de la défense, et non pas par une commune à la fois juge et partie.

C'est pourquoi nous proposons d'abroger cette loi.

Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Gaby COLEBUNDERS (PVDA-PTB)
Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)

opgelegd – maar dan een boete door een rechtbank die het recht van verdediging respecteert, en niet door een gemeente die rechter en partij is.

Daarom stellen wij voor om deze wet op te heffen.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, modifiée en dernier lieu par la loi du 19 juillet 2018, est abrogée.

28 août 2019

Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Gaby COLEBUNDERS (PVDA-PTB)
Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 juli 2018, wordt opgeheven.

28 augustus 2019